Le 14 mai 1948 : la Nakba ou la Grande Catastrophe pour le peuple palestinien

Le 14 mai 1948 est le jour de la création de l'Etat israélien, mais cette date est commémorée par les Palestiniens comme la Nakba, la catastrophe. L'idée initiale selon laquelle la Palestine était « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » a constitué l'un des plus grands mensonges de l'histoire et a servi de justification à la politique sioniste de colonisation.

Cette catastrophe prend d'abord la forme de la légitimité internationale lorsque l'Onu adopte, le 29 novembre 1947, la Résolution 181, instituant la partition de la Palestine, partition refusée par les Palestiniens. Non seulement ils étaient spoliés de leur terre, mais en outre 56 % du territoire palestinien étaient attribués aux Juifs, qui constituaient moins du tiers de la population et possédaient jusque là à peine 7 % des terres. Cette catastrophe, c'est aussi la destruction, entre 1947 et 1949, de plus de 500 villages palestiniens, dont le plus connu est Deir Yassine, avec ses 250 habitants massacrés par les forces militaires juives.

Cette catastrophe enfin, c'est 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres sans que leur droit au retour ne soit encore reconnu dans les faits. Chassés de leurs terres et niés de tous, les 6 millions de réfugiés attendent toujours de retourner chez eux.

La catastrophe continue aujourd'hui. Le vol de la terre se poursuit, et l'épuration ethnique est partout à l'œuvre, principalement à al-Quds (Jérusalem), dans le Naqab et la vallée du Jourdain. La répression est quotidienne. Chaque

jour, plusieurs dizaines de Palestiniens sont kidnappés et torturés. Il y a aujourd'hui 7 000 prisonniers palestiniens dans les geôles de l'occupant sioniste. Outre l'apartheid qu'ils subissent quotidiennement, la pression s'accentue aussi sur les Palestiniens de 48 (ceux qui sont restés chez eux lors de la création de l'Etat sioniste en 1948) : définition de l'Etat colonial comme Etat juif, judaïsation des villes et villages palestiniens, stigmatisation des Palestiniens de 48 comme menace stratégique, emprisonnement et menace d'expulsion des leaders palestiniens.
Même si les difficultés sont énormes, même si l'entité sioniste est l'un des Etats les mieux armés du monde et qu'elle a toujours été soutenue par les puissances occidentales (Angleterre, France puis Etats-Unis, Europe), la résistance palestinienne a réussi à contrecarrer la volonté expansionniste de l'Etat-colonie, militairement et politiquement. Après avoir combattu alternativement ou séparément, les composantes du peuple palestinien (Gaza, Cisjordanie, Palestine de 48 et les réfugiés à l'étranger) sont en train de réaliser leur jonction politique et d'organiser une action concertée contre l'occupant. **L'unification politique du peuple palestinien, la véritable crainte et le vrai cauchemar des dirigeants sionistes et de tous les colons juifs de cet Etat, est en voie de réalisation.**

Cette tendance à l'unification constitue véritablement la reconfiguration majeure de la scène politique en Palestine et au Moyen-Orient. Le premier axe de cette union est formé par l'accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, signé le 4 mai 2011 au Caire. Des raisons internes et externes expliquent le revirement et le rapprochement des deux organisations jusque là ennemies. Sur le plan interne, le Fatah n'a absolument rien obtenu d'un processus de négociation considéré par les sionistes comme un moyen de gagner du temps pour poursuivre la colonisation. De son côté, Obama vient d'opposer une fin de non-recevoir aux plaintes de Mahmoud Abbas relatives à l'absence de concessions israéliennes.

Décrédibilisée, l'Autorité palestinienne a perdu toute légitimité avec les dernières révélations de Wikileaks sur les négociations secrètes avec l'occupant dans lesquelles les dirigeants du Fatah acceptaient l'abandon des revendications sur Al Qods. Dans ce contexte les mobilisations populaires en faveur de la réconciliation ont amené le Fatah à accepter ce que le Hamas lui propose depuis plus de quatre années : un gouvernement d'union nationale. Pour le Hamas, le rapprochement avec le Fatah lui permet de sortir de l'isolement imposé par l'Etat sioniste et ses soutiens occidentaux.

Sur le plan externe, les mouvements arabes ont profondément changé la donne quant aux alliances que les deux partis avaient jusque là nouées. Le Fatah a perdu un allié de poids dans la région avec la chute du régime Moubarak. Le nouveau gouvernement égyptien est en effet beaucoup plus favorable à la cause du peuple palestinien. Il a promis d'ouvrir indéfiniment le passage de Rafah qualifiant de « honteux » le blocus israélien de Gaza. Le chef d'Etat-major égyptien a même menacé l'Etat juif en cas d'ingérence dans la décision prise par le Caire. Pour le Hamas, le rapprochement avec le nouveau pouvoir égyptien a une importance stratégique dans une conjoncture marquée par la déstabilisation d'un allié de poids : la Syrie. L'occupant n'a pas cessé de dénigrer une telle alliance qui nuit profondément à ses intérêts. La collaboration avec l'Autorité palestinienne va en être affectée. D'autre part, toute sa stratégie d'isolement, d'encerclement, d'enfermement du Hamas se trouve remise en cause.

Le second axe de l'unification politique de la résistance, c'est la collaboration croissante des organisations des différentes composantes du peuple palestinien et la mise en place de mobilisations communes. Dans cette optique, un appel a été lancé pour la « Marche du million »le 15 mai pour la commémoration de la Nakba et la reconnaissance du droit au

retour de tous les réfugiés sur la terre de Palestine. En Palestine de 48, les marcheurs vont se diriger vers les villages détruits par l'entité criminelle sioniste en 1948. En même temps, les réfugiés du Liban, de Syrie, de Jordanie, d'Egypte et de Gaza vont se diriger vers les frontières pour réaffirmer le caractère inaliénable du droit collectif au retour des réfugiés et pour signifier qu'aucune solution en Palestine ne peut-être envisagée sans l'application de ce droit.

Le Comité Action Palestine œuvre pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, c'est-à-dire la libération de la terre arabe de Palestine.

Il réaffirme les quatre principes suivants :

La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son auto-détermination et son indépendance nationale.
La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
La libération de tous les résistants emprisonnés.